

## **DOSSIER 8 : L'équilibre général classique**

**Les documents sont à lire attentivement et les questions de réflexion doivent être traitées au même titre que l'intégralité des exercices pour chacune des séances.**

### Documents :

Document 1 : SILEM A., Comprendre les Classiques et les Néo-classiques, Les Cahiers Français, n°217

Document 2 : BURDA M. et WYPLOSZ C., Macroéconomie : une perspective européenne, chap. 15 : *"Les politiques de l'offre"*, De Boeck

Document 3 : *"Hollande assume un tournant social-démocrate"*, É. Cohen, Le Nouvel Observateur, 2014

Document 4 : *"Trop d'impôt tue-t-il la croissance ?"*, K. Berger et J-M. Daniel, Le Nouvel Observateur, 2013

### Questions de réflexion :

1. Rappeler brièvement quelles sont les différences entre les Classiques, les Néoclassiques, et les Nouveaux Économistes Libéraux.
2. Rappeler les équations du modèle classique et leur signification.
3. Comment se réalise l'équilibre général sur les différents marchés ?
4. Expliciter la notion de dichotomie des secteurs réels et monétaires.
5. Qu'est ce que l'effet Pigou ?
6. Le rôle de l'épargne pour les Classiques.

### Bibliographie spécifique :

DÉVOLUY M., Théories macroéconomiques : fondements et controverses, chap. 2, Masson, Paris, 1993

GÉNÉREUX J., Introduction à l'économie, chap. 3, Seuil, coll. Points, Paris, 1992

LUZI A., TOPOL R., Initiation à la macroéconomie ; l'équilibre de courte période, chap. 2, Hachette, coll. Supérieur, Paris, 1995

VIN-DATICHE D., *"L'épargne"*, Les Cahiers Français, n°315

**L'intégralité des exercices fondamentaux doit être réalisée pour chacune des séances.**

**Exercices fondamentaux :**

Exercice 1 :

Soit une économie fermée que l'on peut partiellement représenter à l'aide des équations suivantes :

$$\begin{aligned} Y &= C + I + G \\ Y^s &= 275 + 27N - 1/4N^2 \\ S &= 50 + 5\,000r \\ I &= 175 - 2\,500r \\ N^d &= 54 - 2(w/p) \\ M^d &= 2pY/5 \\ N^s &= 10 + 20(w/p) \\ M^s &= M \end{aligned}$$

Où Y est le volume du PIB, C la consommation des ménages, I l'investissement privé, G l'investissement public (exogène), S l'épargne des ménages, r le taux d'intérêt,  $Y^s$  l'offre des entreprises, N la quantité de travail utilisée,  $N^d$  la demande de travail des entreprises,  $N^s$  l'offre de travail des ménages, w le taux de salaire nominal, p le prix du bien agrégé,  $M^d$  la demande de monnaie,  $M^s$  l'offre de monnaie exogène égale à M.

1. Commentez toutes ces équations, en identifiant offre et demande pour chacun des marchés considérés et en expliquant l'influence des différentes variables explicatives, ainsi que les signes des coefficients.

- Montrez que la demande de travail des entreprises se déduit de leur fonction de production.
- Que vaut la vitesse de circulation de la monnaie ?

2. La détermination de l'équilibre macroéconomique

- Écrivez l'équation d'équilibre du marché du travail. Déterminez le niveau de salaire  $w^*$  réel, p qui équilibre le marché du travail. Quel est alors le niveau d'emploi d'équilibre ?
- Quel postulat des classiques devez-vous utiliser pour obtenir le niveau d'équilibre du PIB ? Calculez ce niveau  $Y^*$ .
- Écrivez l'équation d'équilibre du marché des biens et services agrégés. Calculez le taux d'intérêt d'équilibre  $r^*$ , sachant que  $G = 100$ . Que valent alors à l'équilibre l'épargne  $S^*$ , l'investissement privé  $I^*$  et la consommation  $C^*$  ?
- Écrivez l'équation d'équilibre du marché de la monnaie. Calculez le niveau des prix d'équilibre  $p^*$ , sachant que  $M = 800$ . Déduisez-en  $w^*$ .

3. Les effets des politiques économiques

- On suppose que les dépenses publiques augmentent jusqu'à  $G = 150$ . Comment l'équilibre macroéconomique est-il affecté ? Est-ce un moyen efficace d'augmenter l'activité ? De quelles hypothèses dépend ce résultat ?
- Mêmes questions dans le cas où  $G = 100$  mais  $M = 820$ . Comparez la hausse des prix en pourcentage avec le pourcentage d'augmentation de la masse monétaire.

173

4. Le chômage classique

- On suppose que des rigidités institutionnelles fixent le niveau du salaire réel au niveau  $w/p = 2,25$ . Que vaut alors l'emploi. Quel est le niveau du chômage ? Celui du taux de chômage ? Pourquoi ce chômage est-il qualifié de « volontaire » par les économistes classiques ?
- Calculez les valeurs prises dans ce cas par l'ensemble des variables du modèle.
- Peut-on réduire le chômage en augmentant les dépenses publiques à  $G = 150$  ou la masse monétaire fixée à  $M = 820$  ? Quelle est la seule politique possible ?

## Pour s'entraîner ....

L'exercice suivant peut être traité à titre d'entraînement

### Exercice 2 :

Considérons le salaire nominal  $w$ , le niveau des prix  $p$ , le taux de chômage  $u$  et le volume de chômage  $U$ .

1. À quoi correspond le salaire réel  $f(u)$  ? Quel est le signe de  $f'(u)$  ? Pourquoi ?
2. On définit de même une équation de prix  $p = g(m)$  où  $m$  est le taux de marge appliqué par les entreprises sur leurs coûts ; quel est le signe de  $g'(m)$  ? Pourquoi ? Quelle serait la valeur de  $m$  en concurrence pure et parfaite ?
3. Le salaire réel se modifie-t-il lorsque  $m$  augmente ? Justifiez.
4. Quel effet aura une baisse des allocations chômage sur l'équation  $f(u)$  ? Citez des auteurs critiquant l'effet néfaste des allocations chômeurs et de l'État en matière de chômage ?
5. De manière générale, pourquoi l'équilibre classique se réalise-t-il relativement au salaire réel ? À quelle condition mathématique cela correspond-il ?

# Comprendre les Classiques et les Néo-classiques

*Seconde grille : dans toutes les disciplines, le propre du classicisme est de faire autorité à toute époque, les économistes classiques ne dérogent pas à cette règle. Même aujourd'hui, ils ont réponse à nos problèmes, comme le montre Ahmed Silem. Les mots clés sont rationalité des comportements et équilibre général.*

C.F.

## Le contexte

L'économie politique classique est née avec la société industrielle. La publication, en 1776, par Adam Smith de *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, est contemporaine des différents perfectionnements de la machine à vapeur de Watt, symbolisant le point de départ de la première révolution industrielle. Cette œuvre est aussi l'aboutissement d'un long mouvement d'idées au XVIII<sup>e</sup> siècle, connu sous le nom de philosophie de l'ordre naturel. L'émergence et le développement de ce mouvement ne peuvent être totalement séparés de l'interventionnisme mercantiliste apparaissant de plus en plus conservateur et sclérosant.

Autrement dit, la philosophie de l'ordre naturel du « siècle des lumières » est à la base de l'idéologie du libéralisme économique. C'est à travers le prisme de celle-ci que prennent sens la théorie des comportements individuels (théorie du consommateur, théorie de l'entrepreneur), la théorie du marché et son apologie, la théorie de la valeur-utilité, la technique du calcul à la marge, même si

chacune de ces théories et techniques est susceptible d'un usage hors de l'idéologie libérale. Le sens à donner au mot classique est clair : point de départ incontournable et qui doit être étudié en classe. Tout effort théorique, dans toute science, se développe à partir de notions qui le précèdent et qu'il est amené à critiquer, à déplacer et à réorganiser. De ce fait, il n'y a aucune surprise à retrouver des emprunts aux notions et aux théories classiques chez K. Marx. Par ailleurs, l'on sait que Keynes commence la *Théorie générale* en critiquant J.-B. Say, Pigou et les conceptions classiques en matière monétaire et d'équilibre de plein emploi.

## Les hommes

Si 1776 est une date importante pour la science économique moderne, les années 1870-1874 ne le sont pas moins, car le classicisme légué par Adam Smith fait peau-neuve avec la découverte multiple de la technique de l'analyse à la marge et de la théorie de l'utilité marginale. Le néo-classicisme, nom de ce mouvement qui a fait école à Vienne (Menger), Lausanne

(Walras) et à Cambridge (1) (Marshall), désigne des économistes qui travaillent dans le champ théorique de l'équilibre général indépendamment de leur idéologie respective. Par exemple, Walras se disait socialiste. Les prix Nobel d'économie Myrdal et Arrow sont considérés comme des Néo-classiques (pour leurs travaux de critique immanente dans le nouveau champ théorique) sans pour autant adhérer à l'idéologie libérale.

Dans de telles conditions, les clés de lecture que nous proposerons ci-dessous doivent être avant tout examinées en fonction de l'option libérale dominante dans le classicisme et le néo-classicisme en privilégiant l'approche micro-économique plus conforme aux fondements métaphysiques de l'ordre naturel et de la rationalité des comportements individuels.

---

## LES POSTULATS : ORDRE NATUREL ET RATIONALITÉ DES COMPORTEMENTS HUMAINS

---

### Le modèle de l'« homo economicus »

La sentence de Vincent de Gournay : « laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises » caractérise l'idéologie du libéralisme économique. Elle repose sur le postulat selon lequel l'homme est un être rationnel. L'individu connaît mieux que quiconque ce qui est bon pour lui et certainement mieux qu'un représentant de l'État dont on ne voit pas comment il peut connaître les goûts, les habitudes de chaque citoyen et comment il peut décider efficacement à la place de millions d'individus confrontés quotidiennement à de multiples problèmes de choix et de décisions à prendre. Sans à recourir à la contrainte qui uniformise les comportements, les goûts sans se soucier du bien-être de chacun des différences naturelles entre les individus.

### La perversité de l'interventionnisme

L'interventionnisme, à but louable est pervers dans ses conséquences

(1) Notons cependant que le père du marginalisme britannique est Stanley Jevons. Il faut également signaler que d'autres foyers sont apparus plus tard un peu partout dans le monde.

Ainsi un blocage des prix pour permettre aux catégories à faible revenu d'acquiescer les biens contribue à la raréfaction de ceux-ci. Les entreprises ne produisent que s'il y a des perspectives de profit. Si le faible prix bloqué est compensé par une subvention financée par des impôts prélevés sur les activités bénéficiaires, il conduit à la disparition de celles-ci. Les produits subventionnés attireront les entreprises. La surproduction risque d'apparaître dans ce secteur et des pénuries dans d'autres. De même, l'interdiction d'importer des produits concurrents ou bien les droits de douane élevés, destinés à protéger la production nationale et l'emploi, contribuent à la vie chère, comme si la finalité de l'activité économique était de travailler et non pas de consommer. Flexibilité des prix et libre-échange assurent une meilleure allocation des ressources : produire plus avec le moins de moyens possibles, obtenir des prix bas permet à la plus grande partie de la population de consommer.

### L'utilitaro-hédonisme

Induit par le précédent, le deuxième postulat du courant smithien, même s'il a fallu attendre Jeremy Bentham et le marginalisme pour le voir affirmé avec une plus grande netteté, est l'utilitaro-hédonisme. Chacun poursuit son intérêt particulier (utilitarisme) par la maximisation des satisfactions et la minimisation de l'effort (hédonisme).

Le producteur cherchera à atteindre la production la plus élevée pour un budget donné, compte tenu du prix de chaque facteur de production (travail, capital) et de leur substituabilité. Un même niveau de production (isoproduit ou isoquant) peut être obtenu avec des combinaisons variables de différents facteurs. Ainsi, contrairement à la vision keynésienne qui pose le principe de complémentarité des facteurs, pour les Smithiens les facteurs sont substituables. Le point de tangence entre la ligne budgétaire (iso-côût) et la courbe d'isoquant détermine la combinaison optimale des facteurs et la production maximale (On se référera à l'encadré p. 19). Le consommateur cherchera de son côté à obtenir la satisfaction la plus élevée par la combinaison de différents biens pour un budget donné. En prenant la situation du choix entre deux biens, compte tenu des prix de chaque bien et de leur substituabilité, les combinaisons des biens qui donnent des plaisirs jugés équivalents permettent de tracer des courbes d'indifférence. Elles ont la même allure que les isoquants pour le

producteur, l'optimum du consommateur est réalisé lorsque la ligne budgétaire est tangente à une des courbes d'indifférence.

### Une science des comportements calculés

Les deux postulats présentés constituent les fondements métaphysiques du modèle théorique de l'*homo oeconomicus*. Celui-ci est un sujet épistémologique, sans sexe, sans âge, sans patrie, sans religion, sans race. Il constitue l'archétype de la rationalité économique classique qu'on résume en une « arithmétique des plaisirs » telle que dans la poursuite du plaisir, l'individu doit s'assurer que le plaisir supplémentaire l'emporte sur la peine supplémentaire (Jeremy Bentham). On est tenté de dire que la science économique, par le modèle abstrait de l'*homo oeconomicus*, apparaît comme la « science des comportements calculés ». Mais c'est un pléonasme dans la mesure où, pour le Néo-classique, tout comportement relève d'un calcul, d'un choix implicite ou explicite, subjectif ou objectif. Le comportement d'un bandit, d'un candidat à l'élection, d'un individu face à la pratique religieuse etc. peuvent tous être traduits en termes de calcul économique.

### L'intérêt général, somme des intérêts individuels

Dérivé de l'ordre naturel, le modèle de l'*homo oeconomicus* justifie en retour le libéralisme économique. La recherche de l'intérêt individuel permet de réaliser l'intérêt général (2), car il existe une main invisible qui guide les passions individuelles vers le bien de tous. « Nous n'attendons pas notre dîner, disait Adam Smith, de la bienveillance de notre boucher ou de celle du marchand de vin et du boulanger, mais bien de la considération qu'ils ont de leur propre intérêt. Nous nous adresserons non pas à leur humanité, mais à leur égoïsme, nous ne leur parlons pas de nos besoins, mais de leurs intérêts. »

### L'effacement nécessaire de l'État

L'harmonie des intérêts étant naturelle, il n'y a dès lors plus aucune raison pour qu'un pouvoir politique fasse passer un « soit disant » intérêt général au-dessus de la somme des intérêts particuliers. Les fonctions de la puissance publique doivent être strictement définies sans dépasser les frontières de l'État-gendarme. Le rôle de celui-ci, selon Ludwig Von Mises,

est « de garantir le fonctionnement sans heurts de l'économie de marché contre la fraude et la violence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ». « L'État, écrit-il, est bon pour certaines tâches et mauvais pour d'autres, tout comme l'essence qui est bonne pour le moteur de l'automobile, mais mauvaise pour la boisson (3) ».

### Les limites des libertés sont tracées par le marché

L'État doit donc se garder d'intervenir au-delà de son domaine naturel, d'autant plus qu'en portant atteinte aux libertés économiques, il engage les hommes sur « la route de la servitude » (4). « Les libertés économiques sont les remparts des autres libertés », déclare Hayek. Von Mises précise cependant que la liberté dans l'économie de marché n'est ni naturelle ni parfaite. Contestant le rousseauisme, il déclare : « l'homme naît à l'état de nourrisson, complètement désarmé et non pas libre. La liberté est envisagée dans la société. Elle est telle que chacun dépend des autres. Les lois du marché concrétisent pour l'économie les limites de cette liberté qui est sociale et non naturelle (5) ». Leur respect assure l'équilibre général par le mécanisme de l'interdépendance générale.

## L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL ET LE POUVOIR DU CONSOmmATEUR

L'analyse classique et néo-classique est une analyse en termes de comportement. On dit encore que c'est une analyse en termes de marché ou en termes de prix, par opposition aux analyses keynésiennes et marxistes qui se présentent comme des analyses en termes de circuit ou de flux. Les individus réagissent aux informations que donne le marché par les prix. Il faut donc laisser les ajustements

(2) Le Néo-classique hétérodoxe K. Arrow a montré, après Condorcet, que ce cas est non vérifiable hors d'hypothèses restrictives : les préférences individuelles transitives débouchent sur l'intransitivité après agrégation. C'est le théorème de l'impossibilité de Arrow ou paradoxe de Condorcet.

(3) Ludwig Von Mises, *Politique économique — Réflexions pour aujourd'hui et pour demain*, Institut économique de Paris, 1983, p. 39 sqq.

(4) F.A. Von HAYEK, *La route de la servitude*, 1947. Voir l'interview au journal *Le Monde*, 11-12 mars 1984.

(5) L. Von Mises, *op. cit.*

s'effectuer librement pour ne pas donner de mauvaises informations.

L'offre et la demande réagissent en fonction du prix du marché. Le revenu qui permet de se porter acquéreur sur le marché ne résulte pas de la production comme c'est le cas dans le circuit keynésien. Il n'est que le prix reçu en contrepartie de l'offre d'un facteur. Le prix est lui-même l'expression de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché. L'équilibre général est la formation d'un prix d'équilibre sur chacun des marchés existants (biens de consommation, ; biens de production, capital, travail).

### La formation d'un prix d'équilibre

#### Fruit de la rationalité et coût moyen

En concurrence pure et parfaite, le prix est une donnée pour les agents micro-économiques considérés individuellement. Ceux-ci sont trop petits pour avoir le pouvoir d'influencer le marché. L'État, la Banque centrale n'existent pas. Sur ce marché, le prix est unique compte tenu de la rationalité des comportements sous les hypothèses de fluidité, de transparence, d'atomicité de l'offre et de la demande et de l'homogénéité des produits. Tout offerant qui élèverait ses prix perdrait instantanément ses clients. Inversement, toute tentative pour baisser les prix entraînerait un afflux des demandeurs auxquels l'offerant ne peut faire face sans revenir au prix du marché. Le prix unique garantit à l'entreprise que toute la production qu'elle offre trouvera un débouché à ce prix (élasticité parfaite de la demande par rapport au prix). A long terme, le prix unique du marché est égal au minimum du coût moyen. Le profit pur est nul. Bien que le modèle de la concurrence pure et parfaite soit une construction totalement abstraite et non une représentation de la réalité concrète ou vécue, ce dernier élément de profit nul accompagne généralement les argumentations apologetiques de l'économie de marché. En examinant le comportement des offerants et des demandeurs pour arriver à comprendre le mécanisme de la formation du prix, l'apologie est renforcée par l'effacement de l'entrepreneur au profit du consommateur.

#### Le calcul à la marge

6 Le prix du marché est à la fois égal à l'effort, peine, sacrifice ou coût

consenti pour la fourniture de la dernière unité du bien (coût marginal) et au plaisir, la satisfaction ou utilité attachée à la dernière unité du bien demandé (utilité marginale). Du point de vue de l'offerant, le sacrifice consenti par la cession de chaque unité du bien s'accroît au fur et à mesure que le stock s'épuise. En disposant de moins en moins de biens, l'offerant accorde aux biens restants une valeur de plus en plus grande. Ainsi un travailleur accepte de faire des heures supplémentaires, c'est-à-dire de sacrifier des heures de loisirs que si la désutilité croissante du travail est compensée par une rémunération plus élevée. L'offre de fonds prêtables obéit à la même logique. Si le coût marginal qui représente le comportement de l'offerant est croissant en fonction des quantités, l'utilité marginale, qui représente la valeur à laquelle le consommateur estime le bien, est décroissante en fonction des quantités. L'utilité totale croît, mais l'accroissement de l'utilité (utilité marginale) est de plus en plus faible pour devenir nul pour les biens qui existent en quantité illimitée. Une utilité marginale nulle signifie qu'il existe des quantités inutilisées de biens. De ce fait, il ne peut avoir une valeur.

#### Égalité du coût marginal et de l'utilité marginale

Le prix du marché résulte de l'égalité entre le coût marginal et l'utilité marginale qui, appréhendée du point de vue de l'entreprise, prend le nom de recette marginale. Le coût et l'utilité peuvent être posés comme indépendants l'un de l'autre. C'est la thèse d'Alfred Marshall qui les considère comme les derniers éléments irréductibles de l'analyse du prix et de la valeur. Le débat sur la priorité de l'un ou de l'autre reviendrait, écrit-il, à chercher laquelle des deux lames d'une paire de ciseaux coupe la feuille de papier (6).

Pour Böhm-Bawerk, le coût résulte de la valeur attribuée aux facteurs de production. La source en est le consommateur. C'est la vieille thèse de Ferdinando Galiani (*Traité sur la monnaie*, 1751) : le coût des facteurs n'est pas à l'origine de la valeur ; c'est au contraire parce qu'un bien est très demandé que les facteurs pour le produire seront coûteux. Il est certain que cette thèse est plus compatible avec la doctrine selon laquelle l'entrepreneur n'a pas de pouvoir autre que celui de répondre aux besoins des consommateurs. Ce n'est pas lui qui donne des salaires très bas, mais les consommateurs qui ne se précipitent pas pour se porter acquéreurs des biens

à la production desquels ils participent. Pour les économistes ultra-libéraux comme Von Mises, dans l'économie de marché, le consommateur joue le rôle déterminant dans la fixation du prix. « Ce n'est pas la société productrice de films à Hollywood qui paie les cachets de la star ; ce sont les gens qui prennent des billets pour voir le film », écrit-il (7).

Le consommateur-roi, tout décideur qu'il est, doit cependant obtenir l'argent nécessaire pour manifester l'intérêt qu'il porte à tel produit ; c'est ici que la relation d'interdépendance apparaît.

### L'équilibre général et l'interdépendance

Pour acquérir un bien « a », il faut vendre un bien « b » en contrepartie. Le vendeur du bien « a » est un acheteur du bien « b ». Ainsi l'offre est une demande réciproque ou encore la demande est une offre réciproque. Le prix apparaît comme un rapport d'échange entre deux quantités de deux biens différents. Si l'on prend « b » comme étalon, on a :  $\frac{qb}{qb} = 1$ .

#### Loi de J.-B. Say et monnaie neutre

Le rapport  $qb/qa$  indique, de la sorte, le prix de « a » en produits « b ». Cela revient à dire, selon la formule résumant la loi des débouchés de J.-B. Say, que : « Les produits s'échangent contre les produits. » La monnaie qui sert à acquérir les produits peut être prise parmi n'importe laquelle des marchandises disponibles. Elle est totalement neutre. Elle n'est qu'un voile ou un lubrifiant facilitant les échanges. Par sa présence, elle transforme, certes, le troc simple en un double troc, mais elle ne modifie nullement le volume des produits échangés sur les marchés. S'il advient que le volume de la marchandise qui sert de monnaie soit porté à s'accroître, l'utilité marginale de la monnaie diminuerait. Il faudrait donc une quantité croissante de monnaie pour acquérir les autres biens. Autrement dit, avec la même quantité de monnaie, on obtient une quantité plus faible de biens. Ceci est conforme à la théorie quantitative de la monnaie : l'augmentation de la masse monétaire entraîne l'augmentation uniforme des prix,

(6) Alfred MARSHALL, *Principes d'économie politique*, Éd. Gamma, t. 2, 1971.

(7) L. Von MISES, *op. cit.*

c'est-à-dire une dépréciation de la valeur de la monnaie.

### *Liaisons réciproques entre les marchés*

Les individus et les entreprises, tous indépendants, sont placés perpétuellement devant des choix à effectuer entre plusieurs biens. Si un individu décide d'acheter plus de biens « a » sur le marché « Ma », il renonce à d'autres quantités des autres biens « i » situés sur les autres marchés « Mi » : chaque décision d'un agent au sujet d'un bien agit sur chaque échange d'un autre agent relatif à n'importe quel autre bien existant (8). L'offre sur le marché « a », par l'augmentation des sollicitations dont il est l'objet, aura besoin de plus de facteurs pour lesquels il se portera acquéreur sur le marché des facteurs. Les produits délaissés consommeront moins de facteurs qui deviennent alors disponibles pour faire face à la demande de l'offreur fortement sollicité.

Il y a, de ce fait, liaisons réciproques entre les marchés. Dans un système d'échanges multiples, l'interdépendance générale débouche sur l'équilibre général, avec l'égalité à tout moment entre l'offre et la demande de biens de consommation, entre l'offre et la demande de travail, entre l'épargne (offre de fonds prêtables) et l'investissement (demande de biens de production) etc. L'ensemble des échanges est effectué simultanément sur l'ensemble des marchés suivant des taux d'échange ou des prix relatifs stables, cohérents entre les marchés, et uniques pour chaque marché.

### *Commissaire-priseur et procédure de tâtonnement*

Walras imagine que le marché joue le rôle du commissaire-priseur qui centralise toute l'information sur le volume et les conditions des transactions et propose des prix qui se rapprochent peu à peu des prix de l'équilibre général. C'est ce qu'on appelle la procédure par tâtonnement. L'échange, sur l'ensemble des marchés, n'a lieu qu'au moment où l'on est parvenu à définir les prix.

### *Equilibre et optimum*

Pour Vilfredo Pareto, successeur de Léon Walras à Lausanne, l'équilibre général est un optimum, c'est-à-dire qu'il est impossible d'améliorer la satisfaction d'un individu sans détériorer celle d'un autre. Autrement dit, les échangistes sont satisfaits à l'équilibre

et il n'y a plus de possibilité d'échange. L'équilibre, avec un système de prix unique, aboutit à la maximisation des satisfactions pour l'ensemble des individus et des entreprises. L'économie du bien-être indique cependant que l'optimum est sauvegardé si toute amélioration pour un individu entraîne un versement compensatoire au profit de l'agent ou des agents dont la position s'est détériorée.

---

## LES PROBLÈMES CONJONCTURELS D'AUJOURD'HUI, RÉSULTATS DE L'INTERVENTIONNISME KEYNÉSIEEN

---

L'inflation, le chômage, la stagflation sont en grande partie la conséquence du non-respect des lois du marché. En intervenant systématiquement, soit pour relancer l'économie soit pour freiner l'emballement de l'économie et pour réduire le déficit extérieur, les pouvoirs publics mal inspirés par la théorie keynésienne perturbent le calcul économique des entreprises et des ménages.

### *La théorie quantitative de la monnaie (9) et l'étalon-or*

L'inflation est le résultat de l'émission inconsidérée de papier monnaie et du laxisme admis par les autorités monétaires à l'égard des banques commerciales créatrices de monnaie scripturale. Comme l'écrivait Von Mises « aux États-Unis, où tous les billets ont la même dimension, il ne coûte pas davantage au Gouvernement d'imprimer un billet de mille dollars qu'un billet d'un dollar » (10). La monnaie circule en plus grande quantité sans que les marchandises qui lui servent de garantie ne suivent le mouvement. Le Gouvernement s'attribue de la sorte des droits de prendre possession des marchandises qu'il soustrait de la possibilité d'achat des autres agents dépourvus du moyen légal de créer des « faux-droits » (Jacques Rueff).

L'éviction des acheteurs privés est obtenue de manière pernicieuse pour l'économie. L'augmentation des prix consécutive à l'inflation monétaire réduit la compétitivité, aggrave les inégalités sociales, détériore l'équilibre externe et finira par s'accompagner du chômage. Le financement des dépenses publiques par les impôts ou par les

emprunts contractés auprès des agents à capacité de financement auront uniquement un effet d'éviction — le Gouvernement remplace sur le marché le citoyen individuel acheteur — sans s'accompagner des effets inflationnistes autrement plus préjudiciables. La solution de l'impôt ou de l'emprunt serait la seule possible si la monnaie était attachée à l'or comme par le passé. Le métal précieux n'a rien de cette « relique barbare » dont Keynes parlait avec mépris car, en régime d'étalon-or, la monnaie sera indépendante de la politique gouvernementale.

Milton Friedman, plus favorable à une détermination du taux de change par le marché (change fluctuant), considère que les pouvoirs publics n'ont pas à intervenir sur les taux d'intérêt et doivent limiter leur intervention à régler l'offre de monnaie sur les besoins réels des agents : si le PNB réel augmente de 4 %, la masse monétaire ne doit augmenter que de 4 %.

### *L'emploi*

La création d'emplois par l'inflation keynésienne repose sur l'effet d'illusion monétaire dont seraient victimes les salariés. Ils ne se rendront pas compte que leur salaire réel diminue lorsque leur salaire nominal est stable. De nos jours, avec la grande publicité donnée aux indices de prix, la solution n'est plus possible, si tant est qu'elle le fût un jour au regard de l'hypothèse de la rationalité des individus. Pour réduire le chômage, il faut d'abord permettre à l'économie de marché de retrouver un fonctionnement normal, car il existe une tendance à l'augmentation du chômage volontaire, alors que les politiques keynésiennes n'assurent qu'un abaissement passager du taux naturel de chômage tout en débouchant sur l'inflation et le gaspillage.

### *Le chômage dit volontaire*

Le chômage volontaire qui désigne la situation des personnes en mesure de refuser de travailler s'accroît dans les sociétés modernes de bien-être. L'assistance aux chômeurs, les alloca-

(8) J. DUMONTIER, *La structure économique*, Sigma-Dunod, t. 2, p. 132, 1971.

(9) Le monétarisme désigne de nos jours les économistes qui admettent la théorie quantitative de la monnaie. Mais il y a plusieurs courants monétaristes dont les Macro-économistes (Friedman) et les Micro-économistes (Hayek). Voir J.L. SYREN, « Quelques variétés de monétarismes » *Analyses de la SEDEIS*, sept. 1982.

(10) L. Von MISES, *op. cit.*

tions de chômage permettent aux individus d'attendre de trouver un meilleur emploi. Elles empêchent la flexibilité des salaires. En vertu de la loi des rendements décroissants, toute embauche supplémentaire entraîne une baisse des productivités marginale et moyenne du travail. Dans ces conditions, un entrepreneur n'acceptera pas de payer le dernier travailleur embauché plus que ce qu'il lui rapporte. Le salaire doit être égal à cette productivité marginale. Il s'ensuit que la demande de travail par les entreprises ne peut s'accroître que si le salaire diminue afin de ne jamais être supérieur à la productivité marginale. En termes d'évolution, les gains de productivité doivent être supérieurs au taux de croissance du salaire réel ou, du moins, ne jamais être inférieurs.

### La législation sociale

D'une part, la législation sociale qui rend plus coûteux les licenciements et d'autre part, les coûts de recrutement élevés, n'incitent pas les entreprises à embaucher dès qu'un léger signe de reprise se manifeste. Elles préfèrent garder une partie des travailleurs dans l'entreprise en sous-activité. Cette théorisation du travail (*labor-hoarding*) constitue une réserve pour faire face à une reprise de l'activité. Le volume des chômeurs apparents ne pourra pas diminuer en cas de relance gouvernementale. Le risque éventuel de cette relance est de dégrader l'équilibre extérieur par des importations et d'engendrer des tensions inflationnistes lorsque les entreprises n'ont pas une réserve de main-d'œuvre suffisante et ne veulent pas faire appel à l'embauche sans avoir la certitude d'une reprise durable. Il y a ainsi un taux de chômage naturel difficilement compressible au-delà d'une très courte période.

### Vers une mise en valeur des anticipations rationnelles

En effet, sur une courte période, une politique de relance par le déficit budgétaire ou par une politique de crédit peut, dans certains cas, susciter un appel à la main-d'œuvre. Ce phénomène se produit lorsque les entreprises ne se rendent pas compte que l'augmentation de la demande est purement artificielle. Les salariés auxquels elles proposent des salaires élevés acceptent de travailler davantage sans prendre conscience que le salaire élevé est purement nominal. Assez rapidement, les entreprises et les salariés constateront que la relance par injection massive de monnaie suscite

la hausse des prix. Les coûts de production s'élèvent, la compétitivité diminue et le pouvoir d'achat des salariés se dégrade. Le salaire réel ne correspond pas à celui qu'ils attendaient. Les entreprises ne sont pas en mesure d'accepter ces conditions et le niveau du chômage volontaire précédemment abandonné est de nouveau retrouvé (théorie de Milton Friedman). Il constitue le chômage naturel. L'illusion monétaire s'est produite une fois, elle ne se reproduira pas à chaque relance. Les agents économiques s'attendront à l'inflation (théorie des anticipations adaptatives).

Pour la nouvelle économie classique (Lucas, Wallace, Sargent), il n'est même pas certain que la politique gouvernementale ait un quelconque effet à court terme étant donné que les mesures qu'elle prend sont parfaitement anticipées par les individus. L'action gouvernementale ne peut avoir des effets réels que si elle est imprévisible (théorie des anticipations rationnelles).

### Les gaspillages de l'interventionnisme de l'État

L'intervention de l'État engendre des gaspillages. Dans le meilleur des cas, la dépense publique ne fait que se substituer à la dépense privée, mais le plus souvent la décision publique contrevient à la règle de la bonne gestion des ressources rares. La création d'emplois dans la fonction publique, pour masquer le chômage, suscitera des goulots d'étranglement dans les entreprises clés qui auront besoin de main-d'œuvre au moment d'une reprise véritable. L'accroissement des impôts et des charges sociales nécessaires au financement des dépenses croissantes de l'État encourage la fraude fiscale et la réduction de l'effort, alors que la solution au problème de l'emploi et de l'inflation consiste à augmenter l'offre en réduisant le poids de l'impôt et des charges sociales. En rendant le travail et la production lucratifs, les recettes fiscales augmenteront en valeur absolue grâce à l'expansion, malgré la diminution du taux de pression fiscale comme le prétendent A.B. Laffer et les partisans de l'économie de l'offre.

En conclusion de ce survol rapide des grilles de lecture des descendants libéraux d'Adam Smith, il apparaît que la clé essentielle est la foi sans limite dans la raison. L'individu est un être rationnel qui n'est pas prêt à accepter les soporifiques et les anesthésiants de l'inflation. Il raisonne en

termes réels ; la monnaie n'est qu'un voile qu'il peut écarter à tout moment.

Sur la base de cette raison, le capitalisme est le système économique le plus stable qu'il soit. Sa stabilité intrinsèque n'est remise en cause que par l'intervention routinière et ataxique de l'État.

Derrière le rôle premier attribué au consommateur dans la fixation des prix, c'est la justification de la liberté d'entreprendre qui est prônée. L'entrepreneur n'est mis en avant que pour les opérations qui sont valorisantes — l'esprit d'innovation, le dynamisme, la satisfaction des besoins — et qui ont un rôle moteur dans l'évolution de la société (J.-B. Say ; J.A. Schumpeter).

L'économie classique et néo-classique est ainsi vue à partir de la position et des objectifs des chefs d'entreprise. La crise de l'État-providence, que traverse le monde depuis 1973 après cinquante ans de domination de la pensée keynésienne, ne manque pas de susciter un regain d'intérêt pour cette vision « entrepreneuriale » donnant naissance à une nouvelle économie classique. La force de sa logique interne, la rigueur de son raisonnement se prêtant à la formalisation mathématique ne sont pas étrangers à la séduction qu'exerce de nos jours une vision du monde qui est aussi vieille que la science économique elle-même.

Ce qui demeure tout de même problématique avec cette école, c'est d'assurer un passage entre des théories abstraites, développées en soi avec des hypothèses irréalistes, et les prescriptions de politique économique que la dite école propose d'appliquer à une économie réelle. On demande ainsi à la réalité de se plier au modèle au lieu de modifier les hypothèses du modèle. C'est en cela que cette école constitue une religion (11). Mais il faut reconnaître que c'est une religion qui rend beaucoup de services — et en rend encore — aux autres courants économiques, aussi bien par les méthodes que par les défis qu'elle leur lance (12). (\*)

Ahmed SILEM  
chargé de recherches  
directeur du département  
« Pédagogie de l'économie »  
IRPEACS-CNR

(\*) Les gras relèvent de la Rédaction.

(11) Lester C. THURLOW, *Dangerous currents - The states of economics*, Random House, New York, 1983.

(12) P.Y. HENIN, « Keynes aujourd'hui, un influence contestée », *Projet*, n° 183, mars 1983. Voir aussi l'encadré p. 19.

### 15.4 Les effets pervers des interventions des pouvoirs publics

#### 15.4.1 Les contrôles des prix

Outre une vague évocation des « excès des marchés », les gouvernements avancent généralement deux raisons pour imposer des contrôles des prix et réglementer les conditions de vente d'un certain nombre de biens et services. La première de ces raisons est la protection sociale des plus pauvres. Cette protection prend la forme d'un encadrement des prix de biens qualifiés de « biens de première nécessité », pain, pommes de terre, etc. La deuxième raison est la lutte contre l'inflation et le souhait d'éviter des politiques de gestion et la demande restrictives et donc impopulaires.

Sauf sur de très courtes périodes, les contrôles des prix sont généralement inefficaces. Les transferts directs constituent un meilleur moyen d'assister les plus pauvres que l'ingérence dans le mécanisme des prix.

Tout aussi inopérants dans la lutte contre l'inflation, les contrôles des prix ont par contre des effets pervers sur l'offre. Si les prix de certains

biens sont fixés à des niveaux inconsidérément bas, les biens concernés ne sont tout simplement pas produits ou, s'ils le sont, on les retrouve, non sur les rayons des magasins, mais sur le marché noir. Un bel exemple en est donné par les économies à planification centralisée des anciens régimes des pays de l'Europe de l'Est. Dans le mois qui a suivi la libéralisation des prix en janvier 1991, les magasins polonais, qui n'avaient rien eu à offrir pendant des décennies, virent comme par enchantement leurs rayons se remplir. Même si la plupart des gens ne pouvaient se payer ce qu'ils voyaient sur ces rayons, la situation est sans doute préférable aux interminables files devant les magasins, sans même savoir si l'on y trouvera quelque chose à acheter. Depuis les années 1970, les pays d'Europe occidentale ont progressivement abandonné le recours au contrôle

des prix. Cependant, des pratiques qui ont perduré pendant des dizaines d'années sont venues à disparaître, particulièrement en présence de groupes de pression qui tirent parti des contrôles des prix au détriment de l'ensemble de la société (voir encadré 15.7).

Ce qui vient d'être dit du contrôle des prix n'est pas seulement valable pour le marché des biens et services : l'interférence des pouvoirs publics n'est généralement pas plus productive sur les marchés du travail (salaires minimaux, par exemple) ou les marchés financiers (prévention de l'usure et autres taux d'intérêts plafonnés). Reprenons le cas des salaires minimaux exposé au chapitre 5. Lorsque les marchés sont libres, un choc négatif sur l'offre, tel que les chocs pétroliers, se résorbe par une baisse conjointe des salaires réels et de l'emploi. Si certains salaires réels ne peuvent baisser, la totalité de l'impact touche l'emploi. En particulier, les salaires minimaux induisent un recul de l'emploi des travailleurs les moins qualifiés, souvent les jeunes travailleurs, dont la productivité ne compense plus, sous l'effet du choc, les coûts de l'entreprise. Ceci vaut pour toute catégorie de travailleurs dont les salaires réels ne peuvent librement s'ajuster aux conditions du marché.

#### 15.4.2 La réglementation

En principe, la réglementation se justifie lorsque les marchés ne fonctionnent pas correctement. Les marchés financiers fournissent un bon exemple. Les banques et les autres intermédiaires financiers collectent l'épargne destinée à financer l'investissement des entreprises et les déficits publics. Malgré le caractère essentiel de ce processus pour la croissance économique, peu de pays se sont dotés de marchés financiers bien organisés. Tout ce qui concerne « la finance » continue d'être considéré avec méfiance, notam-

ment sous l'effet des crises violentes qui ébranlent de temps à autre les marchés financiers. Une réaction a consisté à réglementer les marchés financiers, essentiellement en limitant l'éventail des opérations auxquelles peuvent se livrer les diverses catégories d'intermédiaires financiers. De telles mesures, qui inlèvent l'urgence de certains services, limitent les choix offerts aux

#### Encadré 15.7 Le contrôle des loyers et la pénurie de logements

Dans de nombreux pays, notamment en France et en Italie, ainsi que dans certaines villes des USA, les loyers restent contrôlés. La location de logements étant dans ce cas moins rémunératrice que d'autres formes d'investissement, le nombre de logements construits se réduit et finit par devenir insuffisant. La pénurie de logements dont souffrent la plupart des grandes villes témoigne de l'échec de cette politique. L'ironie du sort est que la justification évoquée pour instaurer ces contrôles des loyers est la protection des « petites gens ». Au fil des ans, le ralentissement de la construction de logements provoque une grave demande excédentaire de bâtiments résidentiels, alors que la disponibilité des espaces de bureaux est plus qu'abondante. Ceci pousse les « petites gens » que l'on voulait protéger à quitter les centres des villes. En conséquence, ils perdent un temps considérable en navettes quotidiennes vers leurs lieux de travail, qui eux sont bien restés au centre des villes. En outre, la pénurie de logements limite la mobilité de ceux qui perdent leur emploi et devraient changer de résidence pour en retrouver un autre. Certains affirment que la suppression du contrôle des loyers permettrait de réduire le taux de chômage.

épargnants et les modalités d'emprunt accessibles aux entreprises. En outre, les réglementations restreignent la concurrence, quelquefois avec l'appui du secteur financier lui-même, qui y voit un moyen de se comporter en cartel avec la bénédiction des pouvoirs publics.

Les institutions financières ne peuvent pas toujours exercer l'ensemble des activités que comporte leur métier. En Grande-Bretagne par exemple, il existe deux types de banques. Les banques de dépôts, ou « *clearing banks* »<sup>15</sup> exercent les activités bancaires (dépôts et crédits) « grand public ». Les banques d'affaires, ou

«merchant banks» se chargent des opérations financières entre entreprises. Cette distinction tend, il est vrai, à s'estomper depuis le *Big Bang* (voir encadré 15.8). En France, les banques se voient interdire la détention de participations de contrôle dans les sociétés de droit privé. En Italie, encore, les banques sont exclues du marché du crédit hypothécaire. En Allemagne, au contraire, les banques dites «universelles» sont autorisées à fournir pratiquement tous les services financiers à leur clientèle. Dans de nombreux pays, les pouvoirs publics encadrent les taux créditeurs et débiteurs des banques. Ainsi privées de toute possibilité de concurrence par les prix, celles-ci réagissent en développant de pléthoriques réseaux d'agences ou en s'efforçant d'attirer la clientèle par des cadeaux. C'est ce qui se passe notamment en Espagne, où les banques, très contrôlées, perdent pas mal d'argent en multipliant à l'excès des agences sous-dimensionnées. Les citoyens

italiens ont appris à tirer parti de ce phénomène : ils n'hésitent pas à mettre en concurrence des agences, parfois éloignées l'une de l'autre, pour obtenir de meilleures conditions.

Jusqu'où la réglementation peut-elle aller trop loin ? Au cours des décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, de nombreux pays ont introduit des contrôles des capitaux restreignant la liberté d'entrée et de sortie des actifs financiers. Sans doute génératrice d'inefficience, cette sur-réglementation mettait les systèmes financiers nationaux à l'abri de la concurrence internationale. Sous la pression de l'intégration accrue des marchés financiers au cours des années 1980, les autorités ont été contraintes de revoir ces politiques restrictives pour éviter que leurs secteurs financiers nationaux perdent toute compétitivité par rapport aux secteurs financiers des pays à réglementation plus souple.

#### 15.4.3 Les politiques du marché du travail

Le système économique fonctionne mieux lorsque les travailleurs quittent des emplois dont les salaires relatifs baissent pour des emplois mieux payés. Ceci suppose de parcourir une série d'étapes pénibles : renoncer aux compétences

acquises, se recycler, éventuellement changer de lieu de résidence et se réinsérer dans un nouveau contexte social. Naturellement, les travailleurs cherchent à éviter ces bouleversements et résistent au changement, particulièrement s'ils ont gardé l'espoir de retrouver leur ancien emploi. Leurs réticences, cependant, contribuent à faire monter le chômage. L'économie de l'offre précône des politiques actives du marché du travail (formations, etc. - Pour plus de détails, voir chapitre 5) susceptibles d'inciter les travailleurs à s'adapter aux conditions nouvelles et d'atténuer tout ce qui les en dissuade. Les politiques passives - indemnités de chômage, par exemple - permettent certes d'atténuer le traumatisme que constitue la perte d'un emploi, mais ont comme effet secondaire de constituer une solution de rechange à cette inévitable adaptation.

#### 15.4.4 Subventions, entreprises publiques et politique industrielle

Pour une série de raisons qui n'ont rien à voir avec l'économie, de nombreux pays gèrent des systèmes sophistiqués de subventions conçus pour protéger leurs entreprises des règles implacables du marché. On en trouve un reflet au tableau 15.9 pour quelques pays de l'OCDE. Ces subventions permettent aux entreprises d'accuser des pertes sans se sentir obligées de s'adapter aux conditions économiques nouvelles. Ce faisant, elles continuent d'utiliser des ressources (main-d'oeuvre, notamment), mais de manière non efficace. Soit elles reportent sur le contribuable une partie de leurs charges d'exploitation, soit elles rémunèrent leurs facteurs de production au-dessus de leur productivité marginale effective<sup>16</sup>. Plus grave encore, les entreprises subventionnées contribuent à maintenir les prix des facteurs à un niveau artificiellement élevé, au détriment des activités qui ne bénéficient pas de subventions.

Les entreprises publiques constituent une autre forme de subvention. Au contraire des entreprises privées, les entreprises publiques sont rarement confrontées aux exigences de leurs actionnaires et pratiquement jamais contraintes de fermer leurs portes. Lorsqu'elles encourent des pertes, celles-ci sont couvertes par les deniers publics, soit par subvention directe, soit par emprunt à des taux préférentiels. On trouve des entreprises publiques dans pratiquement tous les grands secteurs industriels européens. De nombreux gouvernements ont entrepris de les privatiser, essentiellement pour des considérations relevant de l'économie de l'offre. La **privatisation** signifie la vente au secteur privé de tout ou partie des entreprises publiques. A partir des années 1980, des programmes de privatisation de grande envergure ont été entamés particulièrement au Royaume-Uni, mais également en France, en Suède, en Espagne et au Portugal. La Belgique et l'Italie s'apprêtent à faire de même.

Les conclusions que l'on peut en tirer à ce jour sont nuancées. La rigueur du marché a certes amélioré l'efficacité de nombreuses entreprises publiques, mais la privatisation de certains monopoles s'est avérée contreproductive. Les monopoles publics ne sont généralement pas en mesure d'abuser de leur position dominante, et leurs bénéficiaires vont de toute manière à l'état. Après la privatisation, les nouveaux propriétaires n'ont pas spontanément de raison de ne pas tirer profit de leurs positions de monopole. La privatisation est donc une opération complexe qui ne peut le plus souvent se limiter à la vente pure et simple d'actifs publics<sup>17</sup>.

### Doc 3 : "Hollande assume un tournant social-démocrate"

#### **Pour l'économiste Élie Cohen, le chef de l'État se tourne clairement vers une politique de l'offre, même si les contours de son pacte de responsabilité sont encore "flous". Interview.**

Attendu au tournant sur le terrain économique, François Hollande a rappelé, mardi 14 janvier, les axes de sa politique et s'est attelé à fixer un nouveau cap pour 2014 lors de la troisième conférence de presse de son quinquennat. Le chef de l'État a notamment dessiné les contours de son pacte de responsabilité. **Élie Cohen**, économiste, directeur de recherche CNRS au CEVIPOF, décrypte les annonces présidentielles. Interview.

#### **Dans le cadre de son pacte de responsabilité promis aux entreprises, François Hollande a annoncé sa volonté de mettre fin "d'ici 2017" aux cotisations familiales pour les entreprises et les travailleurs indépendants. Comment accueillez-vous cette proposition ?**

- Il y a un flou dans ce qu'il a annoncé. Dans son propos liminaire, on comprend que le chef de l'État veut supprimer les cotisations familiales pour le patronat afin de donner une impulsion formidable à l'amélioration de la situation économique des entreprises. Ces dernières pourraient ainsi additionner les effets du CICE [*Le crédit d'impôt compétitivité emploi, qui allège de 20 milliards les charges sociales pesant sur les entreprises à compter de 2015 via une baisse de l'impôt sur les sociétés, NDLR*] aux baisses des cotisations patronales annoncées ce mardi. Ce qui constituerait un allègement global de 50 milliards d'euros de baisse de charges sur quatre ans. Ce serait un effort extraordinaire du gouvernement. Or, par la suite les réponses du chef de l'État aux journalistes ont été moins précises. Il a laissé entendre que les entreprises devront décider, au cours des prochaines discussions entre partenaires sociaux, si elles souhaitent ou non poursuivre avec le CICE. Du coup, on ne sait plus du tout si la baisse totale de charges en 2017 sera de 20 milliards seulement avec le CICE, de 30 milliards, ou 50 milliards en mixant les deux. Au final, il a expliqué que le montant réel des baisses de charges que l'on pourra constater en 2017 sera fonction de la négociation.

#### **Un Observatoire des contreparties sera chargé de vérifier si en échange des baisses de charges les entreprises embaucheront davantage. Comment faire en sorte que cette nouvelle diminution du coût du travail ne soit pas fondée sur le bon-vouloir du patronat ?**

- Il est impossible de contraindre les entreprises à créer des emplois. C'est une vision totalement erronée et une absurdité totale. Par contre, ce que l'on peut faire c'est veiller à ce que globalement la baisse des charges patronales provoque bien une augmentation des embauches. Et si année après année, on constate que les objectifs que l'on s'était fixé ne sont pas tenus, on pourra éventuellement revenir sur ces engagements de baisse des charges. Mais je ne crois pas qu'on le fera car cela aggraverait la situation. Si on redonne de l'oxygène aux entreprises et si la croissance redevient plus dynamique, alors nécessairement les entreprises créeront de l'emploi et investiront.

#### **Pour trouver les 30 milliards d'euros équivalent à cette baisse générale de charges, le chef de l'État a précisé qu'il n'y aurait "transfert de charges des entreprises vers les ménages"...**

- Cela signifie que le grand chantier qui va s'ouvrir à partir de maintenant est celui de la réduction de dépenses. Sur le sujet, le chef de l'État a dit des choses très importantes : il a reconnu que l'on avait épuisé les effets des petites coupes budgétaires et de la méthode du "rabort", et qu'il fallait agir autrement en passant à de nouveaux enjeux. Il a compris qu'il fallait remettre en jeu les différentes missions de l'État et des postes de dépenses. Cet effort ne devrait pas seulement concerner l'État, mais aussi les collectivités locales et la protection sociale. Il va d'ailleurs lui-même présider un "*Conseil stratégique de la dépense publique*". C'est un signe fort. C'est aussi la première fois qu'il dit qu'il y a probablement trop de régions et qu'il faut en fusionner quelques-unes. Même chose concernant les départements qui sont "*situés dans de grandes aires métropolitaines*", dont l'existence pourrait être redéfinie. Il fait bien comprendre qu'il souhaite remettre en cause le mille-feuille territorial. Il a également donné des précisions sur les enjeux financiers du choc de simplification. En clair, la baisse des dépenses et la baisse du coût des réglementations vont rentrer dans une phase opérationnelle. Et ça c'est un discours assez nouveau.

#### **Peut-on dire que François Hollande a fixé un nouveau cap économique ?**

- Oui, pour la première fois le chef de l'État a expliqué clairement sa vision, c'est-à-dire ce que signifie une économie sociale de l'offre. Désormais, il assume et aspire à un tournant social-démocrate. Il a d'ailleurs eu un mot d'esprit pour montrer le côté ridicule du keynésianisme primaire. On voit que l'enfant de Jacques Delors qu'il est a de beaux restes. Mais ce tournant s'annonce difficile car ce n'est pas dans la culture française. François Hollande veut créer cette habitude de la négociation, de la contractualisation, et de l'évaluation. Au fond, le versant social de son modèle est cette recherche du compromis institutionnalisé entre les forces sociales.

#### Doc 4 : "Trop d'impôt tue-t-il la croissance ? "

Hausse des prélèvements, justice fiscale et moral des entrepreneurs... L'économiste et députée socialiste Karine Berger croise le fer avec Jean-Marc Daniel, professeur à l'ESCP Europe.



Karine Berger et Jean-Marc Daniel lors de leur rencontre au "Nouvel Observateur".

#### Le "ras-le-bol fiscal" va-t-il peser sur la croissance ?

**Karine Berger** : Qu'a voulu dire Pierre Moscovici quand il a évoqué ce "ras-le-bol" ? Il évoquait sûrement le ressenti des Français qui ont parlé tout l'été à leurs élus des impôts et des taxes. En aucun cas le ministre n'a évoqué des hausses d'impôts qui étoufferaient les entreprises, comme certains l'ont prétendu au Medef. Il n'y a pas de pression excessive sur les entreprises en France. D'ailleurs, de 2012 à 2015, les prélèvements obligatoires sur les entreprises ne vont pas augmenter. Pour les ménages, c'est une autre affaire. La question est de savoir si l'augmentation des prélèvements a un effet "ricardien" ou pas. En clair, si les Français, effrayés par la hausse de la dette et de la pression fiscale, vont changer leur comportement et épargner plus. Jusqu'à présent, un tel phénomène n'a jamais été observé dans notre pays. En 2013, on ne le constate toujours pas.

**Jean-Marc Daniel** : Le ras-le-bol fiscal provient d'abord de l'imprévisibilité et du manque de lisibilité de l'impôt, très dommageables pour l'économie, qu'il s'agisse des entreprises ou des ménages. La fiscalité bouge dans tous les sens : 84 impôts nouveaux sont apparus en trois ans ! Comment peut-on anticiper l'avenir pour investir ? Cet effet dissuasif est bien sûr renforcé par le niveau astronomique atteint par les prélèvements obligatoires. Nous étions à 42% de taux de prélèvements obligatoires en 2009, nous sommes aujourd'hui à 47%... Et les Français ont l'impression que, en contrepartie des impôts perçus et des efforts financiers demandés, les services rendus par l'État ne sont pas à la hauteur. Depuis trente ans, les gouvernements successifs affichent comme priorités l'emploi, l'éducation et la sécurité. Or, dans ces trois domaines, les résultats et les progrès ne sont pas probants. En résumé, on paie trop, on ne sait pas ce que l'on va payer et on ne sait pas pourquoi on paie.

#### La hausse des prélèvements a-t-elle un effet sur la consommation et donc sur la croissance ?

**K. B.** : Oui, la consommation évolue en fonction du revenu. Comme le pouvoir d'achat augmente peu, la consommation évolue peu, ce qui freine la reprise économique à l'œuvre. Et, tant que leurs débouchés ne sont pas solides, les entreprises hésitent à investir. Nous devons nous en préoccuper. Mais de quel impact parle-t-on ? Si on prend la période 2010-2012, l'effet de la politique fiscale du précédent gouvernement a consisté à prélever 600 euros par ménage et par an. L'addition aurait même pu grimper jusqu'à 1 000 euros si l'actuel gouvernement n'avait pas annulé la hausse de TVA qui était programmée par l'équipe Fillon. Cette fiscalité a bien sûr pesé sur le pouvoir d'achat et la consommation ces derniers mois : elle explique mécaniquement l'entrée de la France en récession à l'automne et à l'hiver 2012-2013. Les décisions qui ont été prises par le gouvernement Ayrault n'ont rien à voir : elles visent à rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu. Quand on augmente la contribution des ménages les plus aisés, qui peuvent réduire leur épargne, la consommation n'est pas pénalisée.

**J.-M. D.** : Moi, je ne crois pas que la croissance soit liée à la consommation. La reprise, si elle doit advenir, proviendra des investissements. On ne répétera jamais assez la formule du chancelier Schmidt : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Pour l'heure, les entreprises ont besoin de reconstituer leurs marges. En attendant, il n'y a pas d'investissement, et cela pèse sur notre niveau d'activité. Point à la ligne. Les comptes publics sont toujours aussi dégradés, les taux d'intérêt remontent si bien que la charge de la dette s'alourdit. Ce qui va impliquer un effort supplémentaire. Voilà ce qui désespère les Français.

**Peut-on vraiment dire que les classes populaires sont épargnées alors qu'on constate que de plus en plus de ménages deviennent imposables et que ce sont ces catégories modestes en priorité qui sont pénalisées par le recul de la dépense publique ?**

**K. B. :** La réduction de la dépense publique ne doit pas se faire aveuglément comme le faisait la droite. La majorité actuelle veut faire des économies, mais en préservant les services publics prioritaires : l'emploi, l'éducation, la justice et la sécurité. Cette approche est plus complexe, mais elle permet de préserver les fonctions vitales de notre État. Du côté des impôts, quelles sont les catégories mises à contribution ? A l'évidence, les ménages les plus aisés à travers l'augmentation des impôts sur les revenus du capital, qui sont au cœur de la loi de finance pour 2013. 95% des Français, qui ne détiennent pas ou pas beaucoup de patrimoine, sont préservés. Et j'observe que la mesure qui frappe les classes moyennes a été décidée par Nicolas Sarkozy. Il s'agit du gel du barème de l'impôt...

**Vous l'avez prolongé en 2012 tout de même ?**

**K. B. :** Oui, mais nous avons instauré une décote sur les deux premières tranches. Sans doute aurions-nous dû protéger aussi les contribuables de la troisième tranche, comme nous étions quelques-uns à le suggérer l'automne dernier. Évidemment, pour des raisons de justice fiscale et de croissance économique, nous devons rétablir la réévaluation des tranches dans le budget 2014. Il ne doit plus y avoir de mesures qui viennent ponctionner les classes moyennes et populaires. C'est pour cela que nous sommes très nombreux parmi les membres socialistes de la commission des Finances à refuser, je dis bien refuser, la suppression de la niche sur les enfants scolarisés. Quitte à raboter encore le plafond global des niches dont bénéficient les riches contribuables.

**J.-M. D. :** Ce qui me frappe, c'est le caractère improvisé, un peu amateur de tout cela. On découvre que l'on s'est trompé en gelant le barème, alors on veut augmenter la prime pour l'emploi pour corriger. Lors de sa campagne, François Hollande avait promis une réflexion poussée sur ce qu'est l'impôt, notamment l'impôt sur le revenu, qui a vieilli. La moitié des ménages ne le paient pas, et 2% en paient la moitié.

**K. B. :** Et 0,1% de la population la plus riche y échappe, voilà ce qui me choque le plus !

**J.-M. D. :** Je suis favorable à l'instauration d'une flat tax, c'est-à-dire d'un taux unique pour tous.

**K. B. :** Ce n'est pas du tout ce vers quoi nous voulons aller ! Un groupe de députés socialiste, derrière Laurent Baumel, propose une réforme de la CSG pour qu'elle soit plus progressive afin d'alléger l'impôt des ménages aux revenus les plus modestes. Nous ne pourrions pas le faire cette année, par manque de moyens. Il faut d'abord disposer de marges de manoeuvre financières, mais cette réforme faisait partie de la fusion IR-CSG [impôt sur le revenu- CSG] dans les engagements de campagne de François Hollande.

**Quel sera l'effet de la hausse de la TVA prévue en janvier 2014 sur la croissance ?**

**K. B. :** Elle se répercutera intégralement sur les prix en trois trimestres. Et cela devrait se traduire par une baisse proportionnelle de la consommation. Car contrairement à ce que prétend le patronat, il n'y aura pas de modération sur les prix grâce à des baisses de marge ou à l'utilisation du crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice), qui n'a de toute façon pas été conçu pour cela.

**J.-M. D. :** C'est une des raisons pour lesquelles je suis contre le Cice ou la baisse des cotisations patronales. Le problème de la compétitivité française est un problème de productivité, pas un problème de coût du travail.

**K. B. :** Nous sommes d'accord sur ce point : une baisse de cotisation patronale n'a aucun impact sur l'investissement. Au contraire, elle renforce la rente financière des grands groupes au détriment des PME.

**Y a-t-il des indicateurs d'une hausse du travail au noir ?**

**J.-M. D. :** Un récent rapport de la Commission européenne évoque 32 milliards d'euros de fuite dans les recettes de TVA !

**K. B. :** Ce chiffre est exagéré, et vous savez bien qu'une écrasante partie de cette évasion provient des grandes entreprises et des mécanismes de carrousel de TVA, dont la France est devenue une plaque tournante.

**J.-M. D. :** Les contribuables fuient l'impôt, chacun en fonction de ses moyens. Quand on est une grande vedette de cinéma, on part en Russie. Quand on est une grande entreprise, on fait des montages fiscaux. Quand on est un individu et qu'on n'a pas d'autre moyen, on s'installe dans l'économie au noir...

**K. B. :** Hélas, l'idéologie libérale qui a gangrené les esprits au cours de dix dernières années amène un refus des mécanismes démocratiques et de la souveraineté des États. Pour sauver nos démocraties, nous devons combattre non seulement la fraude, mais aussi l'optimisation fiscale, qui est devenue un comportement anti souverain, antidémocratique et donc illégal. Je peux vous annoncer qu'il y aura beaucoup d'amendements sur ce thème au cours du prochain débat budgétaire.